



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 9 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 2 décembre 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme FLORENTIN à Mme HERMILLY, M. ELIAS à M. BALDES, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme BESNAULT à M. BODIN, M. MONMARCHON à M. WINTERSHEIM

Etait absente:

Mme BAYLE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur INOCENCIO est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 21

Conseillers votants : 26

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 1

21 – ILOT DE FORT PATE : CREATION D'UN PERIMETRE D'INTERVENTION PAR LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL - AVIS

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

L'îlot de Fort Pâté, propriété privée, est mis en vente depuis le 23 juillet 2014.

Ce site, de par sa grande richesse patrimoniale et paysagère, est :

- classé au titre des Monuments Historiques depuis le 9 octobre 2013 (au préalable, il était inscrit depuis 1937),
- un des composants du Verrou de l'Estuaire (au même titre que la Citadelle de Blaye et le Fort Médoc), inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2008 aux côtés de 11 autres sites du Réseau Vauban,
- classé en zone de préemption départementale au titre des Espaces Naturels Sensibles depuis 2006, et identifié en 2005 comme zone prioritaire d'intervention foncière par le Conservatoire du Littoral.

Par courrier du 7 octobre 2014, le Conservatoire du Littoral a confirmé qu'il porte, avec le Conseil Général de la Gironde, un intérêt certain pour ce site au titre des Espaces Naturels Sensibles, en cohérence avec son action menée dans le secteur des îles de l'estuaire depuis 2005. Cet intérêt se matérialise par un projet d'acquisition de la partie terrestre de l'île, fort compris.

Le périmètre envisagé pour cette acquisition couvre l'intégralité de l'île :

- la propriété privée appartenant à la famille Bunel (parcelle AX3),
- le domaine public sur le pourtour de l'île : France Domaine – Bordeaux Port Atlantique (parcelles AX1 et AX2).

En ce qui concerne les modalités de gestion envisagées pour la suite : « La gestion sera assurée par le Conseil général de la Gironde, gestionnaire de l'île Nouvelle à proximité, et un gestionnaire de l'ensemble du verrou prendra le relais. L'objectif vu avec la DRAC vise à rendre le foncier public et à maintenir l'île et le Fort dans un état de protection minimum, sans organiser un accueil et des aménagements ».

A cette fin, un préalable indispensable à toute opération de maîtrise foncière menée par le Conservatoire du Littoral consiste en la création d'un périmètre d'intervention sur ledit secteur.

Ainsi, le Conservatoire du Littoral a sollicité le conseil municipal de Blaye pour émettre un avis sur ce projet.

Il est demandé au conseil municipal d'émettre un avis favorable sur la création de ce périmètre d'intervention élaboré par le Conservatoire du Littoral.

Le conseil municipal se prononce favorablement sous réserve de modifications en ce qui concerne les modalités de gestion à savoir :

- La réalisation d'un accueil minimum du public.
- Mettre une précision sur la nature du gestionnaire de l'ensemble du verrou, le choix de ce dernier ne pouvant se faire qu'avec l'aval des autres gestionnaires.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 28 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 11/12/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20141209-18681-AU-1-1

